

Le Budget—M. Deans

revenu. Or, non seulement le gouvernement ferme les yeux sur les terribles problèmes auxquels ils doivent faire face, mais il ose venir nous proposer, avec une impudence inqualifiable, de réduire les impôts de ceux qui gagnent largement leur vie, qui ont de quoi faire vivre leur famille et payer leur hypothèque. Mais les chômeurs qui ont épuisé leurs prestations qui n'ont pas de quoi vivre, qui sont incapables de payer leurs factures, devront continuer à payer des impôts comme avant. Il n'y a absolument rien dans le budget qui pourrait les aider, un tant soit peu, à supporter leur triste sort.

Il y a bien eu une somme dérisoire dans le budget pour lutter contre le chômage chez les jeunes. Elle va permettre de créer 10,000 emplois, donc 10,000 chômeurs de moins sur les 400,000 qui existent dans cette catégories d'âge. Comment s'empêcher d'éprouver un sentiment de colère et de frustration quand on voit ce que le gouvernement fait pour des gens pourtant très méritants? Il a bien trouvé de l'argent pour les sociétés pétrolières; elles ont obtenu 190 millions de dollars en dégrèvements fiscaux. Mais rien pour ceux qui ne gagnent plus rien, mais qui ont toujours des obligations financières à assumer. Il a gardé l'argent pour aider les membres des professions libérales, sans penser à ceux qui avaient épuisé leurs prestations de chômage, qui ne peuvent plus payer leur maison et qui ne savent plus où donner de la tête. On a trouvé de l'argent pour accorder des concessions fiscales à ceux qui ont \$50,000 \$60,000 et \$70,000 de revenus par année, par la voie des nouveaux créneaux pour les REER, mais on n'en a pas trouvé pour les chômeurs forcés, pour ceux qui n'ont pas de travail à cause principalement des mesures économiques appliquées depuis deux ou trois ans par le gouvernement. Il n'y a pas d'argent pour les chômeurs, qui n'ont pas l'espoir de trouver de travail, qui n'ont plus droit à l'assurance-chômage et qui sont en train de perdre tout ce pourquoi ils avaient travaillé.

Le gouvernement a perdu le sens des réalités. S'il renonce à des centaines de millions de recettes fiscales, à des milliards peut-être, par suite des changements annoncés au budget, et si ses charges continuent à augmenter, qui donc va devoir combler ce trou? Voilà la question qu'il faut se poser. Lorsqu'on réduit à 15 p. 100 le taux moyen d'imposition des médecins, des avocats, des comptables, des consultants, alors qu'il était à 45 p. 100. Il faut bien que la différence retombe sur quelqu'un. Ce ne sera pas sur les 2,000 personnes qui ont gagné \$50,000 ou plus l'an dernier et qui n'ont pas payé un seul cent d'impôt. Ce ne sera pas non plus sur les 287 contribuables qui ont gagné plus d'un quart de million de dollars l'an dernier et qui n'ont pas versé un cent d'impôt.

Ceux qui vont avoir à acquitter la note, pour que les gens aisés le soient encore plus, ce seront ceux qui partent le matin pour pointer à sept heures, qui travaillent 8 heures par jour et dont l'impôt est perçu à la source. Eux, ils n'ont pas la possibilité de déduire tous ces avantages fiscaux que le gouvernement a prévus. Ces gens-là, qui gagnent le salaire minimum, devront quand même payer leurs impôts. Ils n'auront pas de quoi souscrire à un REER. Ils n'auront pas la possibilité de pratiquer des déductions pour réduire leur taux d'imposition, comme les

membres des carrières libérales que le gouvernement est en train de choyer. Je veux bien admettre que les agriculteurs et certains pêcheurs pourront en profiter, et je m'en réjouis parce que dans l'ensemble, ils gagnent beaucoup moins que ce qu'on pourrait raisonnablement attendre dans un pays comme le nôtre.

Le revenu net du médecin était de \$50,000 en 1982; son impôt fédéral était de \$12,220 et son impôt provincial de \$5,886, ce qui donnait une charge fiscale totale de \$18,086. En 1985, grâce aux avantages que lui accorde ce budget pour une raison inconnue, au taux d'imposition des petites entreprises et en tenant compte qu'il va pouvoir en 1985 mettre \$4,500 de plus dans un REER, le même médecin gagnant \$50,000 par année va payer \$6,825 d'impôt fédéral, \$4,550 d'impôt provincial en Ontario, soit en tout \$11,375 d'impôt.

• (1210)

Savez-vous, monsieur le Président, que l'argent que ce médecin va économiser en impôt équivaut presque aux prestations d'AC touchées pendant une année complète par un chômeur? Voilà qui en dit long sur les priorités du gouvernement. Si le gouvernement a suffisamment de recettes pour pouvoir accorder de pareils avantages fiscaux à ceux-là, alors vrai Dieu, il en a assez pour aider un peu ceux qui sont en chômage.

Des voix: Bravo!

M. Deans: Mais dans son budget le gouvernement, par pure bonté d'âme, si l'on peut parler d'âme à son propos, accorde aux retraités \$600 de plus par année. Les médecins reçoivent presque \$7,000 par année de dégrèvement fiscal, eux qui n'en ont pas vraiment besoin. Les avocats reçoivent près de \$7,000 par année de dégrèvement fiscal. Tous ces consultants qu'on voit régulièrement affluer autour du Parlement reçoivent ce dégrèvement fiscal de \$7,000 par année. Les comptables bénéficient du dégrèvement fiscal de \$7,000 par année, sur des revenus déjà gonflés. Mais tout ce que nous trouvons à donner aux retraités, c'est une augmentation de \$600 par année. Les chômeurs, qui sont les plus mal lotis, ne reçoivent rien. Pas un cent. Cela en dit long sur le gouvernement.

M. Riis: C'est une augmentation d'impôt qu'ils ont.

M. Deans: Comme le dit mon collègue, c'est une augmentation d'impôt qui les attend. Le gouvernement va percevoir un milliard de plus cette année par l'impôt sur le revenu des personnes physiques, mais cela n'a pas de quoi inquiéter les médecins ou les avocats; on leur offre un régime avantageux.

Je m'interroge souvent sur la relation qui existe entre cette modalité fiscale qui a été orchestrée en coulisse, loin des sun-lights, et la loi sur l'assurance-maladie. En cours de route ce matin, j'ai lu un panneau publicitaire qui dit que la loi sur l'assurance-maladie est une menace à votre santé. Si ce n'est pas là du chantage, je me demande bien ce que c'est. Je ne puis m'empêcher de me demander si les médecins ont tenu compte de l'importante augmentation de revenus qu'on vient de leur accorder mercredi après-midi.